



CANADA

Conseil consultatif national
des sciences et de la technologie

**LE MANDAT, LES ACTIVITÉS
ET LES MEMBRES**

**LE MANDAT, LES ACTIVITÉS
ET LES MEMBRES**

AVRIL 1992

CONSEIL CONSULTATIF NATIONAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE (CCNST)

MANDAT

Le Conseil consultatif national des sciences et de la technologie (CCNST) a été créé en 1987, suite au discours du trône de 1986. Il a pour mandat de conseiller le Premier ministre, en ce qui concerne les moyens d'exploiter plus efficacement les sciences et la technologie au Canada. En particulier, le rôle du Conseil est le suivant :

- fournir des conseils au sujet de l'utilisation appropriée des instruments gouvernementaux destinés à favoriser le développement des sciences et de la technologie : les lois, les règlements, les mesures budgétaires, etc.
- proposer des moyens de sensibiliser la population aux changements profonds découlant de la révolution technologique et de l'aider à faire les ajustements nécessaires;
- recommander des changements éventuels dans nos systèmes d'enseignement et de formation;
- mettre au point des méthodes qui permettront au gouvernement d'aider l'industrie à relever le défi de la compétitivité internationale;
- recommander les meilleurs moyens de coordonner les efforts de l'industrie, des syndicats, des universités et du gouvernement en vue d'atteindre les objectifs nationaux;
- recommander des priorités, en ce qui concerne les disciplines scientifiques, les technologies stratégiques et les programmes nationaux; et
- répondre à des questions précises ou accomplir des tâches, à la demande du Premier ministre.

LES MEMBRES

Le Conseil comprend le Premier ministre, le ministre des Sciences, le sous-ministre d'Industrie, Sciences et Technologie, et vingt-et-un membres nommés par le Premier ministre (leur nombre a été réduit en septembre 1991 : auparavant, ils étaient trente-six). Les membres sont nommés pour une période de deux ans, laquelle est renouvelable. Ils proviennent des milieux suivants, à travers l'ensemble du pays : commerce, enseignement et syndicats. Le ministre d'Industrie, Sciences et Technologie Canada est un membre d'office. D'autres ministres et hauts fonctionnaires sont invités à participer aux réunions, selon les besoins.

STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT

Le Premier ministre est le président du Conseil. En son absence, le ministre des Sciences préside la réunion. Les réunions ont lieu trois ou quatre fois par an. Normalement, le Premier ministre participe aux réunions du Conseil deux fois par an, pendant plusieurs heures chaque fois.

Le ministre des Sciences établit l'ordre du jour, en consultation avec le Cabinet du premier ministre et le comité directeur du Conseil. Le Conseil relève du premier ministre et lui présente des rapports confidentiels, verbalement ou par écrit. Normalement, les rapports écrits sont publiés après que le premier ministre les ait examinés.

Le Conseil crée des comités de travail composés de certains de ses membres et chargés d'étudier diverses questions; il les dissout une fois qu'ils ont présenté leurs rapports au Premier ministre. Le comité directeur comprend : le ministre des Sciences (président), le sous-ministre d'Industrie, Sciences et Technologie (secrétaire), deux vice-présidents choisis parmi les membres du Conseil et les présidents des comités de travail.

Un secrétariat, situé à Industrie, Sciences et Technologie Canada, fournit des conseils et un soutien administratif. Il comprend un secrétaire adjoint, quatre conseillers et trois employés assumant des fonctions de secrétariat et d'administration. Il fournit un soutien opérationnel pour les réunions plénières et les activités des comités. En outre, sous la direction des comités, il effectue des recherches et des analyses de la politique.

Le budget du Conseil varie selon les activités; il se situe entre 700 000 et 800 000 dollars canadiens, en plus de 435 000 dollars en salaires.

La dynamique du nouveau Conseil

Au cours de l'automne 1991, on a apporté certaines modifications au fonctionnement du Conseil. Le nouveau Conseil est différent de son prédécesseur à plusieurs égards :

- Il est plus petit (24 membres contre 41 auparavant) et ne comprend pas de membres d'office appartenant à l'administration fédérale. Cela s'est déjà traduit par un type de discussion plus dynamique et des prises de décisions plus efficaces.
- Les comités ont décidé de se concentrer sur la recherche de solutions pratiques aux problèmes immédiats et non sur des

initiatives très coûteuses portant sur des questions générales.

- On s'appuiera moins sur les services d'experts-conseils et plus sur le jugement et l'expérience des membres eux-mêmes et sur les recherches effectuées par le Secrétariat, lequel sera plus axé sur la politique.
- On accordera plus d'importance -- et c'est déjà le cas -- aux consultations et au travail en collaboration avec les ministres et les hauts fonctionnaires, en vue d'élaborer de nouvelles orientations, et avec les chefs de files des milieux des affaires et des sciences au Canada et à l'étranger.
- Les membres ont accès à des documents confidentiels du gouvernement, ce qui leur permet de bien comprendre l'élaboration des politiques gouvernementales; on leur a fourni des autorisations de sécurité pour leur faciliter cette tâche.
- Outre les rapports publiés par le Conseil, celui-ci produira probablement des rapports non officiels plus courts et un plus grand nombre de rapports verbaux.

LIENS ET ACTIVITÉS

Liens au Canada

Le Conseil entretient des rapports non officiels avec les conseils consultatifs provinciaux des sciences et de la technologie, et avec d'autres organismes fédéraux actifs dans ces domaines : le Conseil national de recherches, le Conseil de recherches médicales, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, le Conseil des sciences du Canada, l'Agence spatiale canadienne, les conseils consultatifs du National Forum of Science and Technology et le Conseil des ministres des Sciences et de la Technologie.

Nouveaux liens internationaux

États-Unis - On a établi de nouveaux liens avec le Presidents's Council of Advisors on Science and Technology (PCAST), dans le but d'échanger des points de vue sur des questions reliées aux priorités en matière de compétitivité, de sciences et de technologie. On prévoit une réunion conjointe des membres de chaque conseil à l'automne 1992.

Japon - Le Conseil des sciences et de la technologie (CST) du Premier ministre japonais a invité le CCNST à désigner un membre qui participera à la réunion du CST qui aura lieu en mars 1992.

Autres pays - Suite à des démarches entreprises par le Secrétariat dans le cadre d'une étude du rôle et des grandes priorités des conseils consultatifs des sciences et de la technologie dans d'autres juridictions, plusieurs de ces conseils ont indiqué qu'ils souhaitent établir des liens plus étroits avec le CCNST.

Programme de travail

Depuis sa création en 1987, le Conseil a exercé une influence directe sur les programmes et politiques du gouvernement dans le domaine des sciences et de la technologie. De nouveaux programmes, tels le Programme des centres d'excellence (240 millions de dollars) et le Programme Bourses Canada (80 millions de dollars) -- qui accorde une importance particulière aux bourses destinées aux femmes -- ont été créés suite à des recommandations faites par le Conseil. En outre, le gouvernement a augmenté le montant de son financement destiné aux conseils octroyant des subventions de recherche et aux programmes de sensibilisation du public, en tenant compte des priorités identifiées par le Conseil. En ce qui concerne les contrats passés avec l'État, suite à une recommandation faite par le Conseil, le gouvernement a modifié sa politique et permet maintenant à l'industrie de conserver la propriété intellectuelle. Le gouvernement a adopté l'Initiative de la prospérité suite à l'analyse des questions de compétitivité effectuée par le Conseil et aux conseils que celui-ci lui a fournis à ce sujet. (Voir la liste des rapports contenant des recommandations.)

Les comités suivants ont été créés lors de la première réunion plénière du nouveau Conseil, qui a eu lieu en septembre 1991 :

Compétitivité - Le comité préparera des commentaires sur le document de consultation fédéral intitulé "La prospérité par la compétitivité". Le groupe examinera aussi des propositions et identifiera les priorités parmi les recommandations élaborées à la suite des consultations au sujet de la prospérité. Le comité est présidé par Bill Shaw.

Compétitivité du secteur de l'exploitation des ressources - Les membres estiment que la compétitivité de ce secteur est un facteur essentiel de la capacité du Canada de créer de nouvelles

richesses. Ils feront des recommandations pratiques, fondées sur des éléments de l'importante analyse du secteur de l'exploitation des ressources qui est actuellement effectuée, en se concentrant particulièrement sur l'industrie forestière et le secteur des métaux non-ferreux. Le comité est présidé par Ben Torchinsky.

Priorités en matière de sciences et de technologie - On doit accorder une priorité aux questions relatives à la pénurie de ressources scientifiques et technologiques. En vue d'aider le gouvernement à maximiser la rentabilité de ses dépenses, le comité, qui est présidé par Peter Janson, élaborera des critères permettant d'établir les priorités en matière de sciences et de technologie et examinera les programmes fédéraux dans ce domaine pour déterminer si les fonds actuellement affectés le sont conformément aux objectifs relatifs à la compétitivité et à d'autres priorités nationales.

Ressources humaines - Les préoccupations et les débats concernant la disponibilité de ressources humaines qualifiées sous-tendent la discussion de toutes les autres questions par le Conseil. Ce comité, qui est présidé par Stella Johnson, fournira des conseils au sujet des recommandations concernant l'apprentissage faites dans le cadre des consultations sur la prospérité et identifiera des initiatives pratiques et des priorités. En outre, le groupe fournira des conseils au sujet de questions particulières concernant la sensibilisation du public, l'immigration de travailleurs scientifiques, d'ingénieurs et de techniciens et le rôle des femmes dans ces domaines.

Acquisition et diffusion de la technologie - Les travaux antérieurs du CCNST qui portaient sur la compétitivité, ainsi que d'autres analyses, indiquent que la capacité du Canada d'importer et d'appliquer des technologies mises au point à l'étranger est le meilleur moyen de réaliser des progrès technologiques. Un comité présidé par Guy Dufresne étudiera les problèmes et les possibilités d'acquisition et de diffusion de la technologie.

Approvisionnement gouvernemental - Jean-Paul Goudreau fournira des conseils au sujet d'initiatives particulières qu'on pourrait prendre dans le cadre du système d'approvisionnement gouvernemental en vue de renforcer les entreprises canadiennes.

MEMBRES

L'hon. Brian Mulroney	Premier ministre (président)
L'hon. William Winegard	Ministre des Sciences (vice-président)
L'hon. Michael Wilson	Ministre, Industrie, Sciences et Technologie Canada (membre d'office)
Harry Rogers	Sous-ministre, Industrie, Sciences et Technologie Canada (secrétaire)

André Bérard	Président, Banque Nationale du Canada, Montréal, Québec
Howard C. Clark	Président et vice-chancelier, Université Dalhousie, Halifax, Nouvelle-Écosse
Brian L. Desbiens	Président, Collège Sir Sanford Fleming, Peterborough, Ontario
Wanda M. Dorosz	Présidente-directrice générale, Quorum Funding Corporation, Toronto, Ontario
Guy G. Dufresne	Président et chef des exploitations, Kruger Inc., Montréal, Québec
Monique Frize	Professeur de génie électrique, Université du Nouveau-Brunswick Fredericton, Nouveau-Brunswick
Kenneth V. Georgetti	Président-directeur général, B.C. Federation of Labour, Burnaby, Colombie-Britannique
Jean-Paul Gourdeau	Président du conseil d'administration, Le Groupe SNC Inc., Montréal, Québec
Robert E. Hallbauer	Président-directeur général, Cominco Ltd., Vancouver, Colombie-Britannique
Linda L. Inkpen	Présidente-directrice générale, Institut Cabot des arts appliqués et de la technologie, St. John's, Terre-Neuve
Peter S. Janson	Président-directeur général, ASEA Brown Boveri Inc., Saint-Laurent, Québec
Kevin P. Kavanagh	Président-directeur général, La Great-West, Compagnie d'assurance-vie, Winnipeg, Manitoba

Larry P. Milligan	Vice-président, Recherche, Université de Guelph, Guelph, Ontario
Peter J. Nicholson	Premier vice-président, Banque de la Nouvelle-Écosse, Toronto, Ontario
Barbara J. Rae	Présidente d'ADIA Canada Ltd., Vancouver, Colombie-Britannique
John A. Roth	Président, Northern Telecom Ltée., Mississauga, Ontario
William S. Shaw	Géologue-conseil, Antigonish, Nouvelle-Écosse
Monique Simard	Animatrice, station de radio CIMS, Montréal, Québec
Stella M. Thompson	Expert-conseil, Petroleum Products, Calgary, Alberta
Benjamin B. Torchinsky	Président-directeur général, AGRA Industries Ltd., Toronto, Ontario
Annette Verschuren	United Cigar Store, Toronto, Ontario

Secrétariat

Margaret McCuaig-Johnston	Secrétaire adjointe du CCNST
David Beattie	Conseiller principal
Bill Coderre	Conseiller principal
Ken Besson	Conseiller principal
Jacqueline Payne	Conseillère et coordinatrice
Rachel Verdon	Agent d'administration
Marie-France René	Secrétaire principale
Carole Foucault	Secrétaire

PERSONNE-RESSOURCE

Margaret McCuaig-Johnston
Secrétaire adjointe
Conseil consultatif national des sciences et de la technologie
Industrie, Sciences et Technologie Canada
235, rue Queen, 8^e étage, tour Ouest
Ottawa, Ontario
Canada
K1A 0H5
(613) 998-1306
(613) 990-2007 (télécopieur)

PUBLICATIONS

1988

Rapport du comité chargé de l'innovAction

Rapport du comité du gouvernement

Rapport du comité de l'industrie

Rapport du comité des universités

Rapport du comité de l'approvisionnement gouvernemental

Rapport du comité de la participation des femmes dans le domaine des sciences et de la technologie

Rapport du comité du ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie

Rapport du comité de l'élaboration d'une proposition pour le sommet économique

Rapport du comité de la sensibilisation du public

1989

Rapport du comité des grands projets scientifiques

Le Canada face à la concurrence: l'importance d'innover - rapport du comité du défi lancé au secteur privé

1990

Pour revitaliser les activités fédérales de sciences et technologie - rapport du comité des dépenses fédérales en sciences et technologie

1991

Sciences et technologie, innovation et prospérité nationale: le virage nécessaire

Apprendre pour gagner: éducation, formation et prospérité nationale - rapport du comité du développement des ressources humaines

Rapport du comité du financement de l'innovation industrielle

Rapport du comité de la compétitivité: l'heure des choix

Rapport du comité des grands projets scientifiques sur le projet
KAON